

GESTION MÉDIATIQUE DE LA PRISE D'OTAGES À IN AMÉNAS

Entre l'expertise des uns
et le mutisme des autres

Comment a été gérée médiatiquement la prise d'otages au centre gazier de In Aménas et comment a été qualifié par les médias l'assaut des militaires algériens sur le site ? Si l'on peut y répondre pour ce qui concerne les médias français qui ont mobilisé pour l'événement toutes leurs éditions et appelé en renfort tous leurs bataillons d'«experts», l'on ne peut malheureusement en dire autant des médias publics algériens qui se sont contentés d'en dire le minimum, en fait, de se limiter, comme de coutume, aux déclarations officielles des autorités qui, en l'occurrence, en pleine action, ne pouvaient objectivement se répandre en déclarations qui pouvaient nuire au déroulement des opérations.

S'il y avait un reproche à ne pas faire aux médias français, c'est celui de n'avoir pas accordé à l'événement la place qu'il méritait. Les chaînes d'info ont même fait plus : dès l'annonce de la prise d'otages sur le site gazier, tout autre événement a été éclipsé des radars et l'on a eu droit à des éditions spéciales, et ce, encore ce vendredi, au moment où nous mettons sous presse aucun bilan définitif sur ces opérations n'a encore été donné, celles-ci se poursuivant encore sur le site du centre de traitement de gaz. Pouvait-il en être autrement, sachant que l'action terroriste ne concernait pas notre seul pays, les otages étant de plusieurs nationalités ?

Deux temps forts ont été observés depuis cette mobilisation médiatique française. Un premier temps dominé par les interrogations sur la présence ou non d'otages français. C'est de bonne guerre. Durant cette phase d'interrogations, peu de critiques de l'Algérie, le discours des chaînes d'info étant plutôt dominé par le rappel insistant sur le fait que l'Algérie en autorisant le survol de son territoire par des avions militaires français a, de facto, soutenu l'engagement opérationnel fran-

çais. L'on a eu droit dans ce premier volet, à des qualificatifs aussi dithyrambiques que «courage des Algériens», «principe implacable d'éradication du terrorisme» ou encore «l'approche réussie du traitement du terrorisme» qui a fait que l'Algérie est «sortie de la décennie noire».

Et que nous a réservé le deuxième volet de ce traitement ? Entre les deux phases, il est vrai, il y a eu l'assaut et là, un tournant dans les commentaires, un autre discours. Alors que l'on comprenait que Hollande ne communique pas trop sur l'événement et qu'il dise ne pas le faire pour des raisons évidentes de sécurité, le silence algérien sur ce qui se déroulait autour et dans le site de In Aménas est tout d'un coup devenu étrange et de questionner en boucle «pourquoi aucune information n'est donnée par les Algériens ?»

Dans la volonté des chaînes d'y parer, nous avons eu droit, et s'est même devenu lassant, à des envois à partir d'Alger, faits soit par des correspondants des chaînes d'information (France 24 en avait un) soit par des journalistes algériens qui allaient, à partir de leurs bureaux d'Alger, tenter de donner des exclusivités qui n'en étaient



Photos : DR

Pour Roland Jacquard, l'armée algérienne a des méthodes bien particulières.

pas et gloser sur la situation sur un terrain d'opérations à mille lieues de leurs bureaux.

Le recours aux «experts» s'est fait alors massivement et qu'avons-nous entendu ? L'armée algérienne qui était alors portée aux nues est devenue tout d'un coup «une armée aux méthodes bien particulières», une «armée qui n'a pas l'habitude de faire dans la dentelle», selon Roland Jacquard de l'Observatoire international du terrorisme.

Pour d'autres spécialistes du monde arabe l'assaut est qualifié de «contre-productif par rapport à l'objectif», dicit Gilles Kepel ou encore une «méthode algérienne»,

selon Antoine Basbous, cet «autre expert». Et que dire du traitement de la crise par les médias algériens ? Radios et télévisions, les poids lourds du secteur public, se sont tus. Alors que personne ne s'attendait à une communication de l'armée, les mains étant dans le cambouis, les deux seules communications officielles ont été produites. L'intervention du ministre de l'Intérieur qui s'est hasardé à avancer que les terroristes ne sont venus de nulle part, ni de la Libye ni du Mali mais sont des locaux, pour se reprendre le lendemain et affirmer qu'ils sont venus de Libye, suivi jeudi soir par son collègue de la communication qui lisait pénible-

ment sur la chaîne publique un communiqué qui se voulait rassurant et justifiant l'assaut. Et le travail de journaliste de la presse d'Etat ? Aucun débat contradictoire, ni même débat tout court sauf à annoncer, vendredi matin, sur la Radio Chaîne III que «samedi, sur cette même chaîne, il y aura un débat sur cette question».

Est-ce à dire que nous sommes incapables d'organiser en instantané ce type d'échanges ou alors les Algériens ne méritent pas ce genre de débat sur une opération qui les concerne et concerne leur avenir au premier chef ?

Khedidja Baba-Ahmed
Khedidja_b@yahoo.fr

COMMUNICATION OFFICIELLE

Parcimonie, lourdeur et ratés

L'attaque terroriste mercredi contre le complexe gazier de Tigantourine à In Aménas, et la prise d'otages qui s'en est suivie, a montré combien la communication officielle algérienne est lourdement handicapée par l'archaïsme. Point réactives, les autorités algériennes ont peu et mal communiqué tout au long des deux premiers jours de cette prise d'otages spectaculaire. Entre mercredi et vendredi, il n'y eut que deux interventions radiotélévisées de deux ministres, Daho Ould Kablia, mercredi, et Mohand Oussaïd Belaïd, jeudi.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)
- Alors que la toile s'était vite enflammée mercredi et que les télévisions du monde entier intercalaient des éditions spéciales dans leurs programmes, les médias publics et les communicateurs officiels algériens étaient restés très lents à la détente. Ce n'est qu'en milieu de journée de mercredi, alors que les assertions les plus fantaisistes et les plus dramatiques fusaient de partout, que le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales diffusa un communiqué dans lequel il confirme de manière officielle l'attaque et la prise d'otages.

Le département de Daho Ould Kablia livre, dans le même communiqué, les premiers éléments sur le déroulement de l'attaque et un premier bilan contredisant celui de deux morts et six blessés balancé quelques instants auparavant par l'agence officielle APS.

Le ministère de l'Intérieur a parlé d'un mort et de 6 blessés dans l'attaque qui a visé d'abord un bus transportant des travailleurs étrangers vers l'aéroport de la ville d'In Aménas et de l'investissement, par la suite, de l'usine de traitement de gaz et d'une

base de vie. Et ce n'est qu'à 18 heures, le même jour, que Daho Ould Kablia commet une intervention radiotélévisée dans laquelle il affirmait, notamment, que le groupe terroriste auteur de l'attaque serait composé d'une vingtaine d'éléments venus dans 3 véhicules 4x4, que c'étaient des gens de la région et qu'il n'y avait point d'inquiétude à se faire tant est que ça se passait sur la bande frontalière. Depuis, plus rien jusqu'à jeudi en fin d'après-midi lorsque le ministre de la Communication Mohand Oussaïd Belaïd prend le relais d'Ould Kablia et fait la tournée des studios radio et plateau de l'ENTV pour confirmer l'assaut donné par les forces spéciales de l'ANP.

Le ministre se garde toutefois d'annoncer un quelconque bilan de l'opération. Mais, incidemment, il contredit la déclaration de la veille de son collègue de l'Intérieur en soutenant, lui, que le groupe terroriste était venu de Libye. Pathétique image de la communication officielle que celle de deux ministres d'un même gouvernement, qui plus est l'un est à charge de l'intérieur et l'autre de la communication, qui se relaient pour se



C'est en milieu de journée de mercredi que Daho Ould Kablia confirme la prise d'otages.

contredire ! En dehors de ces deux interventions, le silence fut lourd et pesant, irritant même pour une opinion bombardée en continu par des flux d'informations distillées de toutes parts. Vendredi, le ministre de l'Energie et des Mines Youssef Yousfi se rend à la clinique Al Azahar à Alger où sont admis 9 otages blessés et informe la presse présente sur place que l'installation gazière a été sécurisée pour éviter toute éventuelle explosion. Entre ces apparitions de trois ministres, le terrain de la communication est abandonné à des communicateurs étrangers qui, souvent, ne sont pas dans le vrai.

ENTV, une télévision hors-temps

Habitué à se suffire de l'information livrée par les seuls canaux officiels et institutionnels, les médias publics nationaux ont lamentablement manqué de coller comme il se devait au triste événement. Contrairement aux chaînes de télévision étrangères, l'ENTV était, depuis la prise d'otages, figée dans une position attentiste. Hormis les temps d'antenne offerts aux deux ministres de l'Intérieur et de la Communication, l'ENTV ne semblait pas saisir le caractère «extraordinaire» de ce que

le jargon professionnel retient comme «une info du jour». Elle ne chamboula en rien ses programmes, se contentant de faire une information béate, sans mise en perspective dans ses journaux.

Pas de plateaux exclusivement dédiés à l'attaque et à la prise d'otages. Pas d'avis de spécialistes, ni d'experts, encore moins de pied-de-grue devant les ministères à même de communiquer une information sur le sujet.

En trois jours, l'ENTV ne diffusa aucune image vivante de ce qui se déroulait à In Aménas. En guise d'illustration à cette actualité, l'ENTV se contentera d'une image d'archive. Une image peu parlante, comme on dit. L'ENTV ne pouvait que perdre cette guerre de la communication, tant est qu'elle ne la livre pas.

Conçu comme un diffuseur de la communication officielle, ce média se trouve du coup conséquemment carencé dès que les canaux de cette communication officielle s'enrayent et toussotent.

C'est que le gouvernement, qui maintient les médias publics sous son monopole, n'intègre pas la communication comme élément essentiel à sa gouvernance.

Au point où c'est Laurent Fabius et non Mourad Medelci qui livra en primeur, au courant de la semaine passée, l'autorisation du survol du territoire algérien par les Rafales françaises.

S. A. I.